



**Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.**

INFO ECONOMIQUE

II /2016

13.07.2016

D. Lampart / J. Corpataux (SGB/USS)

Résumé : Si la reprise s'est poursuivie tant aux USA qu'en Europe, celle-ci demeure plutôt modeste. Le chômage diminue mais également faiblement. Notons que ce dernier est tombé à un peu plus de 4% en Allemagne et évolue ainsi à un niveau inférieur à celui de la Suisse. Il reste néanmoins élevé dans la zone euro, à plus de 10%. En Suisse, le chômage est en légère augmentation, même s'il pourrait connaître une certaine stabilisation au cours des prochains mois. La phase d'inflation négative pourrait prendre fin d'ici à la fin de l'année 2016. Si le PIB évoluait toujours dans les chiffres noirs, son équivalent par tête ne croît plus. Un franc toujours trop fort pénalise une très grande partie de l'industrie d'exportation, mais aussi l'activité touristique en Suisse. Quant aux secteurs de l'économie intérieure, la force du franc pèse sur les activités de commerce de détail en stimulant le tourisme d'achat à l'étranger. Dans la construction, et après avoir connu un certain tassement dans la deuxième moitié de l'année 2014 et jusqu'à fin 2015, les affaires semblent en reprise, en particulier dans le secteur principal de la construction.

INFO ECONOMIQUE II/2016

1. Suisse: Faiblesse de la croissance et des investissements	3
1.1. Croissance atone de l'économie mondiale et légère décroissance du chômage.....	3
1.2. PIB par habitant à la baisse, chômage en hausse	5
1.3. Stabilisation du chômage en vue	8
2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives	11
2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière	11
2.2. Évolution des exportations de marchandises	12
2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration	16
3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur	18
3.1. Le commerce de détail	18
3.2. Le secteur de la construction	19

Auteurs: D. Lampart et J. Corpataux

1. Suisse: Faiblesse de la croissance et des investissements

1.1. Croissance atone de l'économie mondiale et légère décroissance du chômage.

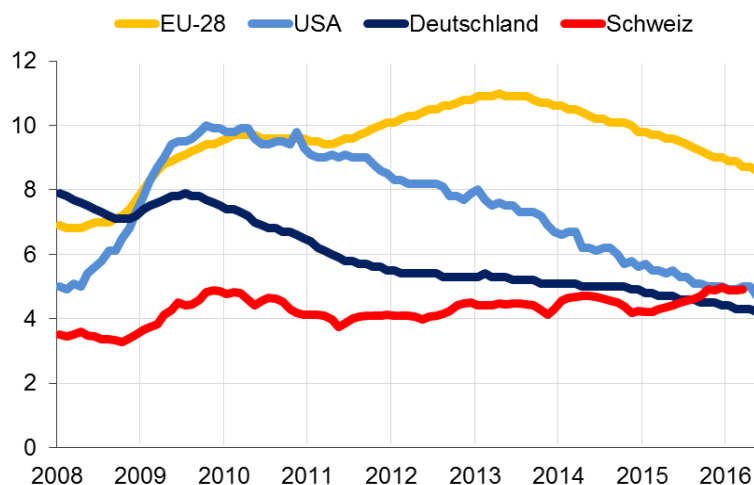
La lente reprise économique s'est poursuivie aux Etats-Unis et dans l'UE au cours de cette année. Mais avec des taux entre 1% et 2%, la croissance du produit intérieur brut demeure atone, surtout pour une phase d'expansion consécutive à une récession.

Ce sont les investissements qui en sont le principal frein. En effet, alors que la consommation privée connaît une expansion relativement solide de l'ordre de 2%, l'activité d'investissement est faible. Dans l'UE, les investissements dans les biens d'équipement ont augmenté de l'ordre de 3% au cours des derniers trimestres. Aux États-Unis, en revanche, les investissements ont stagné ce dernier semestre. Si la construction de logements a nettement progressé, l'évolution des investissements des entreprises a été négative. Comme le taux d'exploitation des capacités a baissé, les entreprises ont en effet moins besoin de s'agrandir.

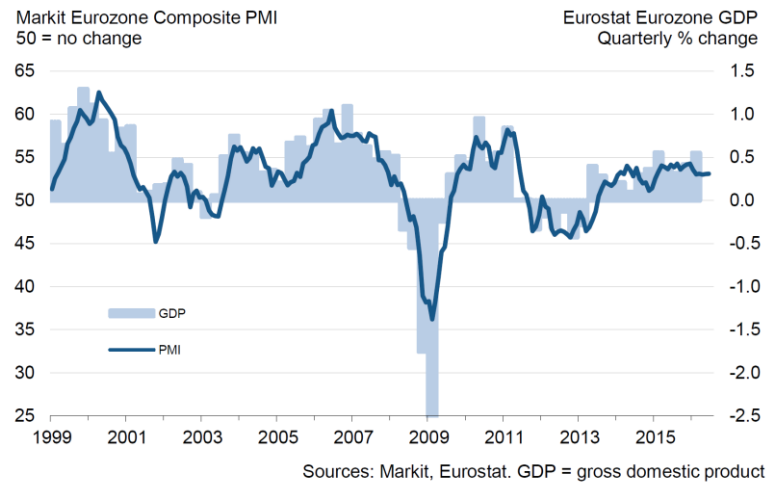
Le point positif, c'est que le chômage a continué de baisser. En Allemagne, le taux de chômage a atteint un nouvel étiage avec 4,2% (graphique 1.1.1). En revanche, à raison de 10,1% pour l'ensemble de la zone Euro il demeure nettement plus élevé que les valeurs légèrement supérieures à 7% en 2007, juste avant la crise financière. Avec 4,9%, aux Etats-Unis, le taux de chômage est faible pour les conditions américaines mais le chômage effectif semblerait sous-estimé. La participation à l'activité est toujours inférieure de 2% à la moyenne historique sur de nombreuses années.

Les indices conjoncturels actuels tablent sur une croissance restant plutôt modérée. Dans l'UE, les valeurs de l'indicateur des acheteurs dépassent le seuil de 50, ce qui est synonyme de croissance du PIB (graphique 1.1.2). Le chômage baisse, ce qui se traduit par un supplément de pouvoir d'achat. Les capacités des entreprises sont exploitées de façon à peu près moyenne (graphique 1.1.3), conduisant les entreprises à consentir leurs investissements de remplacement et certains investissements d'extension sporadiques. L'activité de construction stagne toujours dans une large mesure. Pour les Etats-Unis, les indices conjoncturels se sont légèrement dégradés mais la situation est présentée de façon plus favorable du point de vue des consommateurs que du point de vue des entreprises (graphique 1.1.4). On peut en déduire que la consommation privée restera la locomotive de la conjoncture dans les prochains temps. L'activité de construction n'a plus augmenté ces derniers mois (graphique 1.1.5). Les entreprises pourraient être réticentes à investir dans un agrandissement jusqu'à ce que l'exploitation des capacités s'améliore.

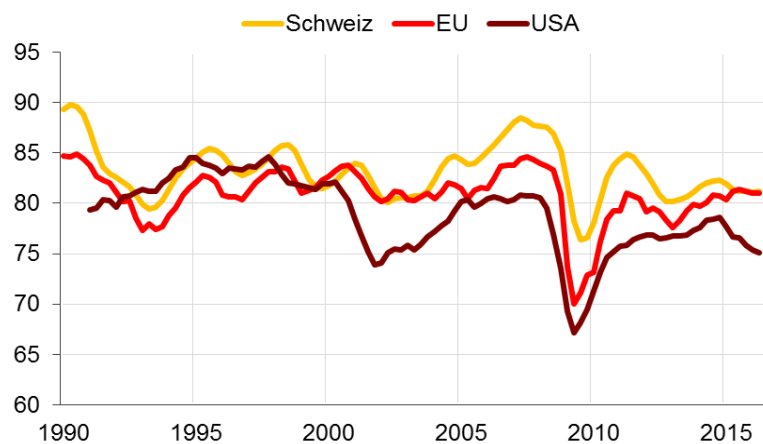
Graphique 1.1.1 : Taux de chômage
(données désaisonnalisées, selon l'OIT en pourcentage)



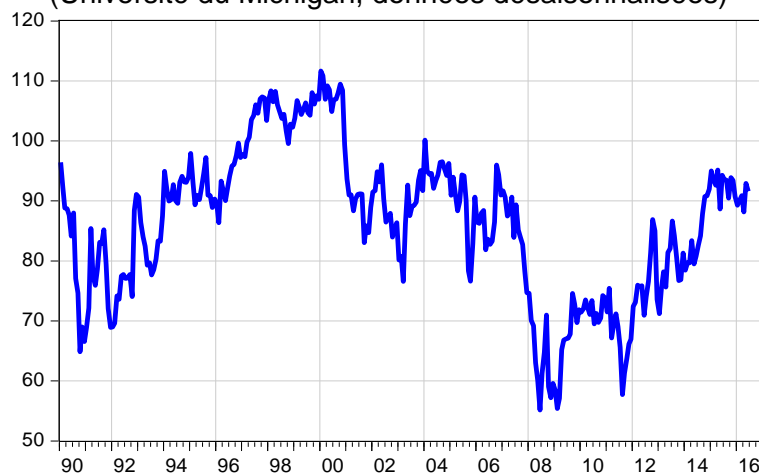
Graphique 1.1.2 : Indice des acheteurs PMI dans la Zone Euro
(valeurs de PMI supérieures à 50 = expansion, GDP = croissance du PIB)



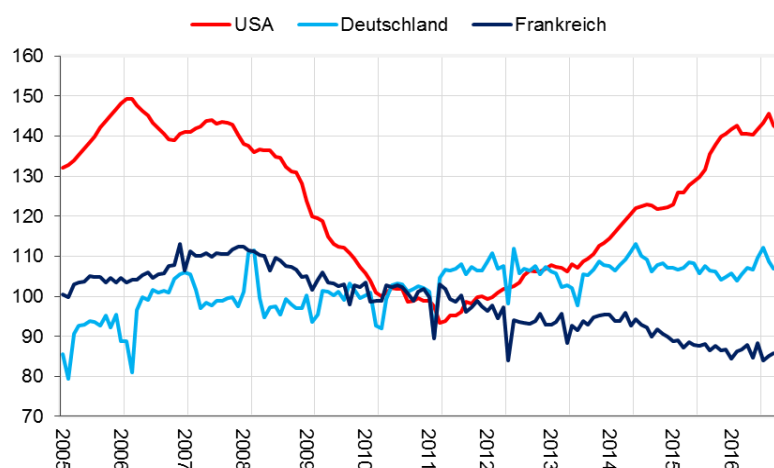
Graphique 1.1.3 : Exploitation des capacités dans l'industrie
(en pourcentage, données désaisonnalisées)



Graphique 1.1.4 : Confiance des consommateurs aux USA
(Université du Michigan, données désaisonnalisées)



Graphique 1.1.5 : Activité de construction en Allemagne et en France, dépenses en construction aux États-Unis
(2010=100, données désaisonnalisées)



Encadré 1 Répercussions relativement modestes du « Brexit » dans l'immédiat

Le vote à une courte majorité en faveur d'une sortie du Royaume Uni de l'UE a surpris beaucoup de monde. Les répercussions politiques (et économiques) à plus long terme sont difficiles à évaluer à l'heure actuelle. Les inconnues sont encore trop nombreuses. Le vote a eu pour conséquence immédiate une dévaluation de la Livre Sterling, ce qui pourrait doper un peu l'industrie exportatrice britannique mais les incertitudes sont considérables pour les entreprises. Tablons qu'elles seront un peu plus réticentes à investir. Dans le secteur bancaire, on assistera à un déplacement vers l'UE parce qu'une implantation dans l'UE est indispensable pour certaines activités.

En Suisse, les répercussions devraient être peu moins sensibles dans l'immédiat parce que seules 5% des exportations suisses partent à destination du Royaume-Uni et qu'une bonne partie de ces exportations est peu sensible au prix. Les implications du « Brexit » sur le secteur financier sont encore floues pour l'instant. Les délocalisations de Londres vers la Suisse resteront exceptionnelles. L'implantation dans l'UE est nettement plus importante.

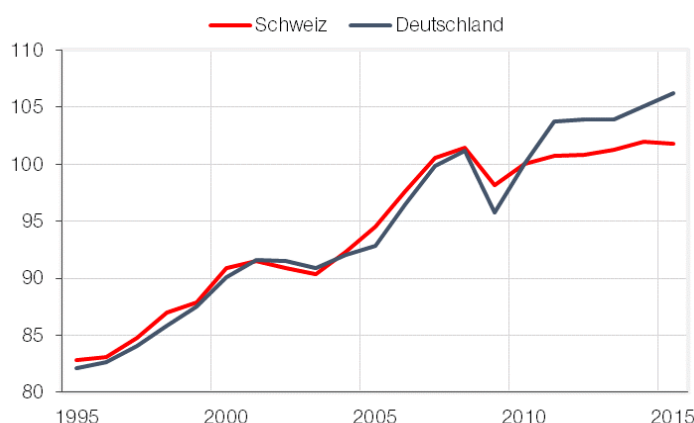
1.2. PIB par habitant à la baisse, chômage en hausse

En raison de l'appréciation du franc, l'économie suisse n'a guère pu élargir la production. Le produit intérieur brut (PIB) a enregistré une croissance de 0.7 % au premier trimestre (par rapport au 1^{er} trimestre 2015). Ce chiffre étant inférieur à la croissance démographique qui est de l'ordre de 1%, il en découle une diminution du PIB par habitant. La Suisse est en récession. L'évolution du chômage de 4,2% en janvier 2015 à 4,9% en mars 2016 (données désaisonnalisées) en est une preuve (graphique 1.2.2). La Suisse a perdu son leadership international au cours de l'année dernière. L'Allemagne, ancien « homme malade de l'Europe », a même dépassé notre pays.

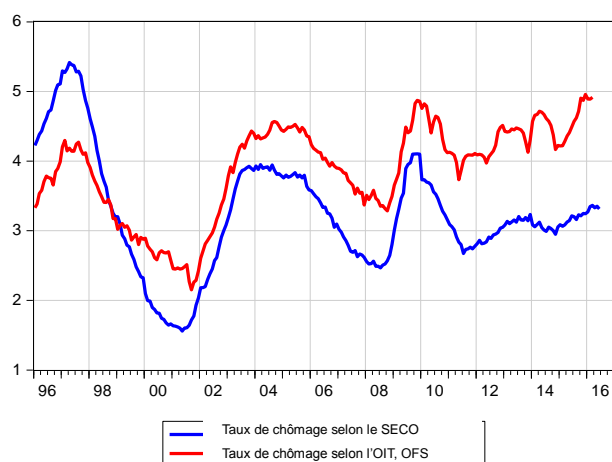
Nous pouvons désormais essayer de quantifier le coût de la surévaluation du franc. Dans le passé, l'évolution des PIB par habitant suisse et allemand était en grande partie parallèle quand le

Franc évoluait dans des fourchettes plus ou moins normales. Depuis les années 2010/2011, où la forte appréciation du franc a commencé, la Suisse est de plus en plus nettement à la traîne. Le retard sur l'évolution allemande atteint désormais 4,5%. En projetant ce chiffre sur le PIB, on atteint le montant d'environ 30 milliards de francs par an, soit 150 milliards sur cinq ans!

Graphique 1.2.1 : PIB effectif par habitant
(2010=100)



Graphique 1.2.2 : Taux de chômage
(désaisonnalisé en pourcentage)



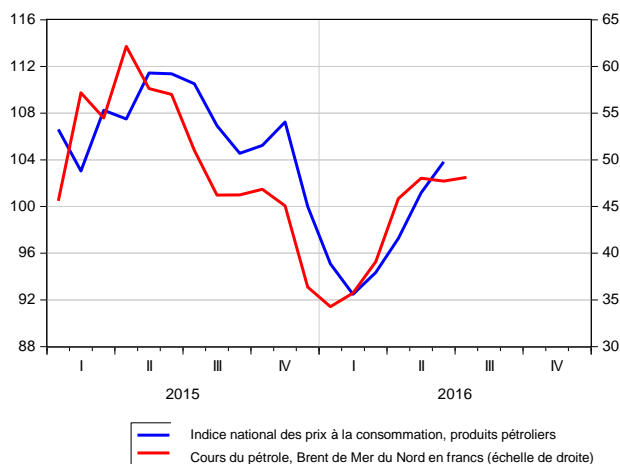
Pour la première fois, l'activité ne s'est plus accrue au 1^{er} trimestre 2016 (par rapport au trimestre précédent). Dans l'industrie, les effectifs ont baissé de 1% ce qui porte le cumul des emplois perdus depuis 2008 à près de 47 500. Aujourd'hui, 679 000 personnes travaillent encore dans l'industrie. Les problèmes de ventes se font désormais aussi sentir dans le tertiaire. L'activité n'y a plus crû que de 0,1%.

La situation de l'activité devrait rester difficile. Les entreprises entendent continuer de réduire les effectifs dans l'industrie. Dans le commerce de détail, les bonnes et les mauvaises nouvelles s'équilibrent plus ou moins. Des réductions d'effectifs sont par contre prévues dans la branche des assurances, dans les banques et dans la construction. Le chômage devrait ainsi se maintenir à un niveau élevé dans les prochains mois (en données désaisonnalisées).

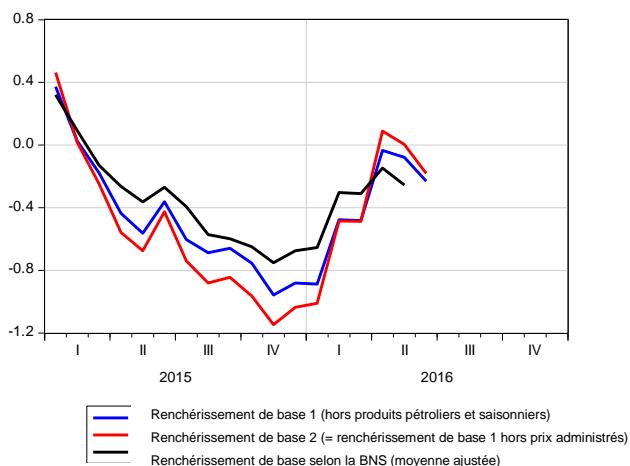
Le renchérissement demeure fortement marqué par le franc surévalué et le cours du pétrole (graphique 1.2.3). En juillet, le renchérissement était de 0,4%. Le renchérissement de base (hors

pétrole, etc.) n'est plus que faiblement négatif. Le cours du pétrole a sensiblement augmenté depuis fin 2015. Si la situation ne change pas, l'indice national des prix à la consommation devrait progressivement passer du négatif au positif au cours de l'année. Dans l'état actuel (cours du pétrole et taux de change inchangés), il pourrait en découler un renchérissement légèrement en-dessous de 0,5% en décembre.

**Graphique 1.2.3 : Indice national des prix à la consommation
« Produits pétroliers » et cours du brut**
(variation par rapport à l'année précédente en pourcentage)



Graphique 1.2.4 : Indice national des prix à la consommation: taux de renchérissement de base
(variation par rapport à l'année précédente en pourcentage)

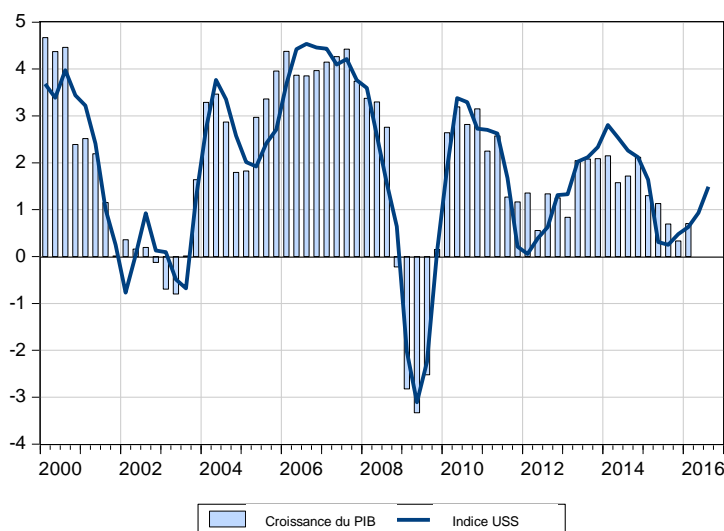


1.3. Stabilisation du chômage en vue

Pour la suite de l'année 2016, nous tablons sur une légère reprise de l'économie suisse (graphique 1.3.1). D'après les informations dont nous disposons à ce jour, la production va légèrement augmenter. L'USS table sur une croissance du PIB de 1% en 2016 (tableau 1.3.1).

La faible croissance du PIB ne suffit pas à créer suffisamment d'emplois pour préserver du chômage le nombre croissant de demandeurs d'emploi. La productivité augmente en moyenne d'un peu plus de 1% par an en Suisse. Si la croissance du PIB est plus faible que celle de la productivité, les entreprises auront besoin de moins de personnel. Le chômage augmentera. Les scénarios de l'USS prévoient un taux de chômage stagnant à 3,6% en moyenne annuelle pour l'année en cours. Le renchérissement devrait être de l'ordre de -0,3%, sachant que l'évolution effective des prix dépend fortement du cours du pétrole et de l'évolution du taux de change.

Graphique 1.3.1 : Indice du produit intérieur brut
(variation par rapport à l'année précédente)



Graphique 1.3.2 : Prix de l'immobilier
(d'après CIFI, 1998=100)

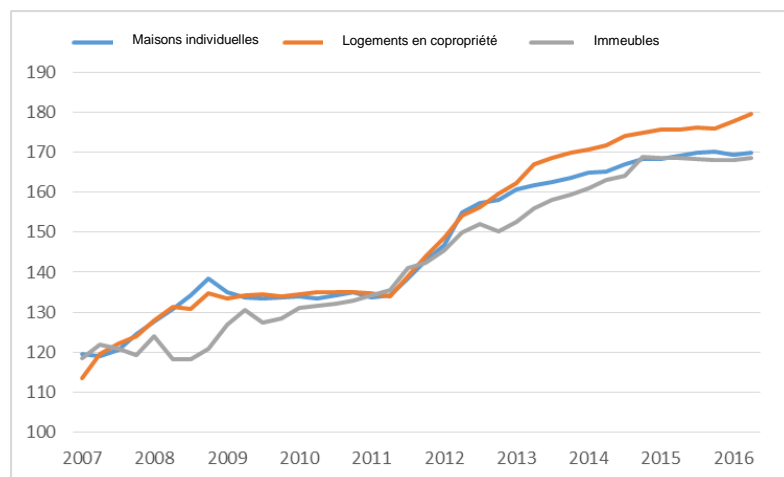


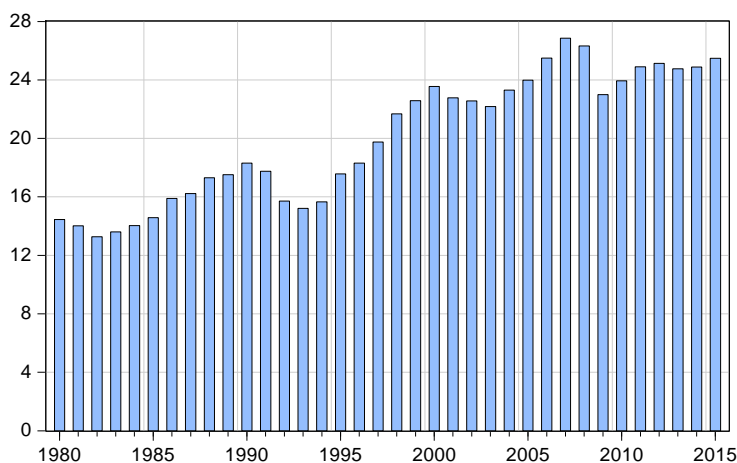
Tableau 1.3.1 Prévisions conjoncturelles choisies
(indications en pourcentages)

	<i>USS</i>		<i>KOF</i>		<i>Seco</i>		<i>Banque nationale suisse</i>	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
<i>Croissance du PIB</i>	1.0	-	1.0	1.9	1.4	1.8	1-1.5%	-
<i>Taux de chômage</i>	3.6	-	3.5	3.6	3.6	3.5	-	-
<i>Renchérissement</i>	-0.3	-	-0.4	0.2	-0.4	0.3	-0.4	0.3

Encadré 2 Faiblesse des investissements en Suisse

Les investissements en machines, véhicules, infrastructures informatiques, etc. (rentrant dans la catégorie des biens d'équipement), n'ont que faiblement augmenté ces dernières années, même si les effectifs ont pour leur part connu une augmentation relativement forte. Les investissements en biens d'équipement par poste à plein temps demeurent en-dessous du niveau antérieur à la crise financière. Aujourd'hui, les entreprises investissent à peu près autant qu'il y a dix ans, en 2006. La Suisse souffre de la faiblesse des investissements.

Investissements en biens d'équipement par poste à plein temps (en milliers de francs)

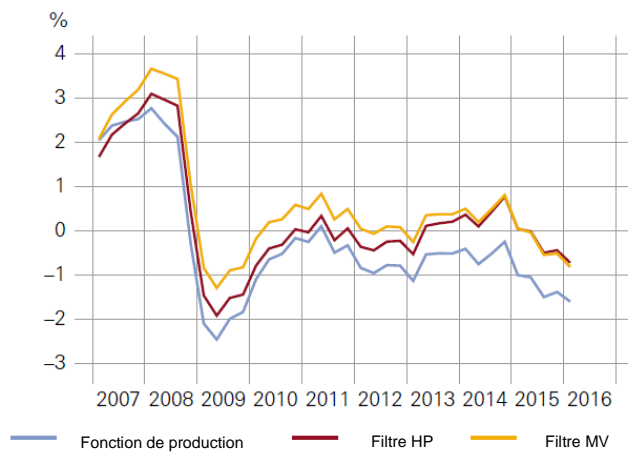


Source: SECO, OFS, calculs de l'USS

Les causes de cette faiblesse des investissements n'ont pas été suffisamment analysées. Les capacités de production sous-exploitées à cause de la surévaluation du franc, entre autres, y sont assurément pour quelque chose. Les incertitudes économiques sont un autre facteur. A la différence de la phase antérieure à la crise financière, les entreprises sont moins sûres aujourd'hui de voir se réaliser ou non leurs plans d'investissement.

Exploitation des capacités de production

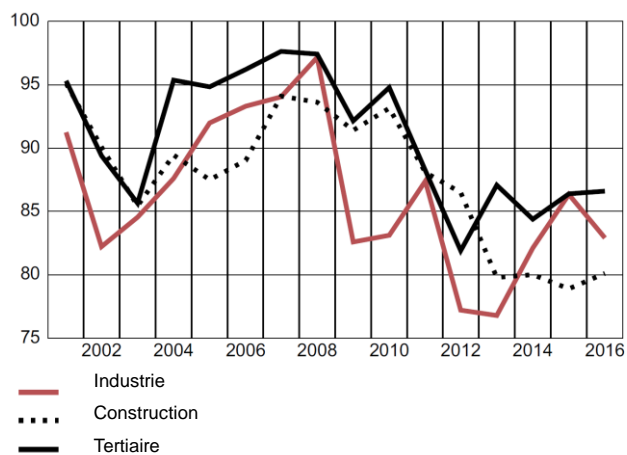
(diverses méthodes: valeurs positives = surexploitation, valeurs négatives = sous-exploitation)



Source: BNS

Sécurité de planification dans l'activité d'investissement

(proportion d'entreprises aux plans d'investissement « sûrs » ou « relativement sûrs », en pourcentage)



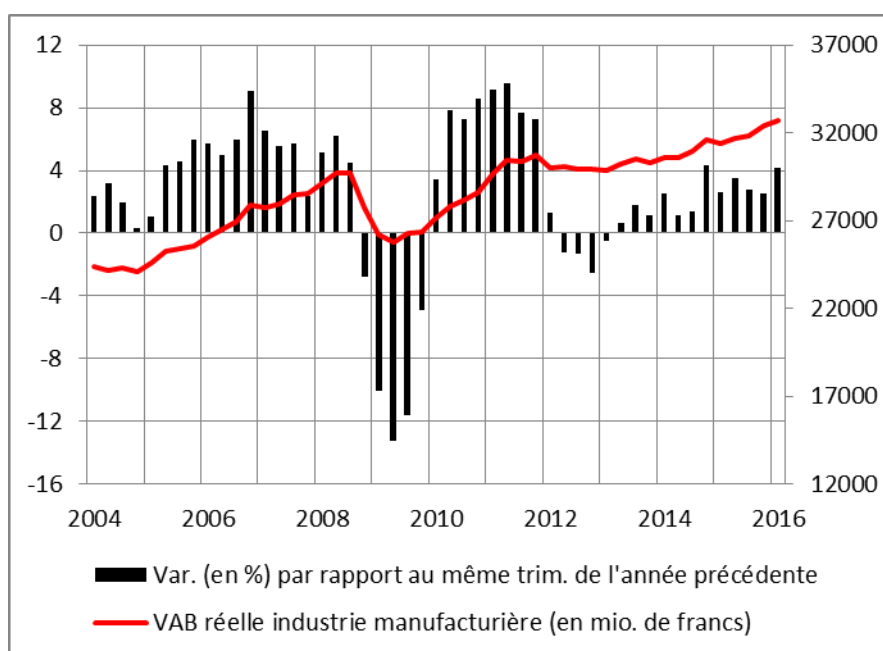
Source: KOF

2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives

2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière

Après les très bonnes performances qui ont accompagné la période 2004-2008, l'industrie manufacturière helvétique est très rapidement rattrapée par la crise financière et économique. Il faudra attendre une année pour que la reprise se profile et qu'elle reparte sur une trajectoire orientée à la hausse. Comme le montre l'évolution de la valeur ajoutée pour l'ensemble de l'industrie manufacturière (Graphique 2.1.1), cette dernière dépassera le sommet atteint avant crise dès le deuxième trimestre 2011. Elle atteindra un nouveau « pic », en termes de valeur ajoutée, à fin 2011 pour montrer ensuite pendant deux ans une relative stagnation. Depuis 2014, le trend est à nouveau haussier et l'industrie manufacturière helvétique connaît un nouveau sommet au premier trimestre 2016. La valeur ajoutée s'affiche tant en hausse par rapport au trimestre précédent (+0,9%) que par rapport au niveau atteint une année auparavant (+4,2%). Ces statistiques montrent que, dans un contexte difficile – avec un franc toujours très fort, en particulier depuis l'abandon du taux plancher par la Banque nationale suisse le 15 janvier 2015 –, l'industrie manufacturière prise dans son ensemble continue à obtenir de bons résultats. Quelle est l'appréciation des managers de l'industrie quant aux perspectives futures ?

Graphique 2.1.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, industrie manufacturière, du 1^{er} trim. 2004 au 1^{er} trim. 2016, série désaisonnalisée



Source : SECO.

En juin 2016, l'indice des directeurs d'achat (PMI) était en baisse et cédait 4,3 points pour clôturer à 51,6 points. Il se maintenait néanmoins au-dessus du seuil de croissance, à 50 points, pour le septième mois consécutif (Graphique 2.1.2). Sur le front des carnets de commandes, l'indice s'affichait également en retrait (-9 points), à 51,1 points. En bref, les attentes des managers dans l'industrie sont en recul, même si les deux indices précédemment mentionnés demeurent en-dessus du seuil de croissance. Comment les différentes branches exportatrices se sont-elles comportées sur la période récente ? Evoluent-elles de concert du point de vue de leurs exportations ? Ou montrent-elles des dynamiques fortement différenciées ?

Graphique 2.1.2 : Indice PMI, de janvier 2001 à juin 2016, série désaisonnalisée



2.2. Évolution des exportations de marchandises

Si nous nous arrêtons tout d'abord brièvement sur le poids des différentes branches industrielles exportatrices suisses, le poids qu'y occupe l'industrie chimique et pharmaceutique étonne. En effet, à elle seule, celle-ci représentait 41,7% des exportations totales de marchandises suisses en 2015 (Tableau 2.2.1). L'industrie des machines et de l'électronique qui suit, en deuxième position, ne pèse que 15,3%. L'horlogerie occupe la troisième position avec une part qui s'élève à 10,6%. Les instruments de précision et la métallurgie se placent au quatrième et cinquième rang avec des parts avoisinant, respectivement, 7,1% et 5,8%. Notons que si l'on additionne les trois branches que sont l'industrie des machines et de l'électronique, des instruments de précision ainsi que de la métallurgie et qui forment l'essentiel de l'industrie MEM, cette dernière obtient un poids très significatif, avec une part dépassant les 28% au total des exportations de marchandises suisses.

Tableau 2.2.1 : Exportations selon les branches, parts en mio. CHF et en %, 2015

Branches	Mio. CHF	Part en %
<i>Industrie chimique et pharmaceutique</i>	84'668	41.7
<i>Machines et électronique</i>	31'055	15.3
<i>Horlogerie</i>	21'529	10.6
<i>Instruments de précision</i>	14'441	7.1
<i>Métallurgie</i>	11'795	5.8
<i>Bijouterie et joaillerie</i>	10'694	5.3
<i>Denrées alimentaires, boissons et tabacs</i>	8'124	4.0
<i>Industrie des matières plastiques</i>	3'246	1.6
<i>Textiles, habillement, chaussures</i>	3'151	1.6
<i>Industrie du papier et des arts graphiques</i>	1'797	0.9
...
Exportations totales	202'939	100

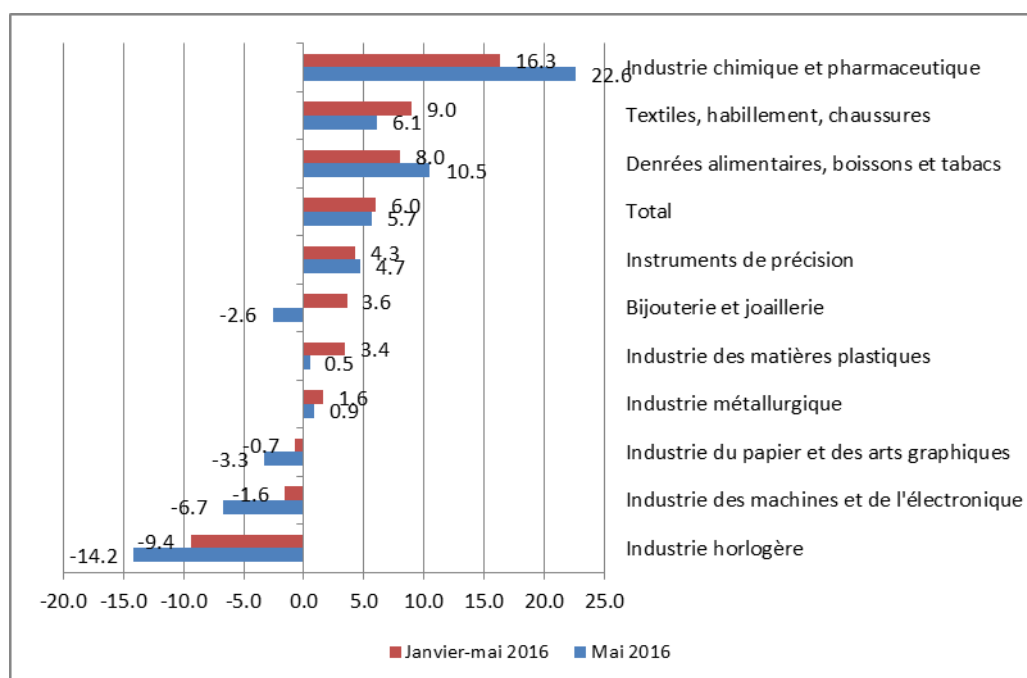
Source : AFD.

Comment se sont comportées ces mêmes exportations sur les cinq premiers mois de l'année 2016? Prises globalement et pour la période allant de janvier à mai 2016, celles-ci croissaient de 6% –

nominalement–, et ce en comparaison avec la même période de l'année précédente (Graphique 2.2.1). Sept branches affichaient une hausse. Notons la très bonne performance de l'industrie chimico-pharmaceutique avec une progression de 16,3%, suivie par le secteur « Textiles, habillement, chaussures » (+9%) et l'industrie alimentaire, des boissons et du tabac (+8%). L'industrie horlogère affichait le plus fort repli (-9,4%). Mais, comme nous le verrons par la suite, celle-ci avait précédemment évolué à des niveaux jamais atteints jusque-là.

En mai 2016 (et par rapport au même mois de l'année précédente), notons que les branches exportatrices ont connu des évolutions contrastées, avec une croissance marquée, d'un côté, des exportations de l'industrie chimico-pharmaceutique (+22,6%) et, de l'autre, le repli également marqué des exportations horlogères (-14,2%).

Graphique 2.2.1 : Exportations selon les branches en mai et entre janvier-mai 2016, variations nominales (en %) par rapport à la même période de l'année précédente, et corrigées des jours ouvrables (pour le mois de mai)



Source : AFD.

Du point de vue géographique, l'Europe constitue toujours – et de loin – le principal débouché des exportations de marchandises helvétiques puisque 56,5% de celles-ci s'y dirigeaient en 2015 (Tableau 2.2.2). La part du continent européen est, néanmoins, en régression puisqu'elle était légèrement supérieure à 66% en 2006. Suivent l'Asie et l'Amérique, avec respectivement, des parts de 22,3% et 18,4% en 2015. Par pays, l'Allemagne occupe toujours la première place : sa part au total des exportations de marchandises atteignait les 18,1% en 2015. Les États-Unis, avec une part de 13,5%, sont en deuxième position. Viennent ensuite la France, l'Italie et le Royaume-Uni avec, respectivement, 6,9%, 6,3% et 5,8%. La Chine occupe le 6^{ème} rang en 2015 avec une part s'élevant à 4,4%.

Tableau 2.2.2: Exportations par continents

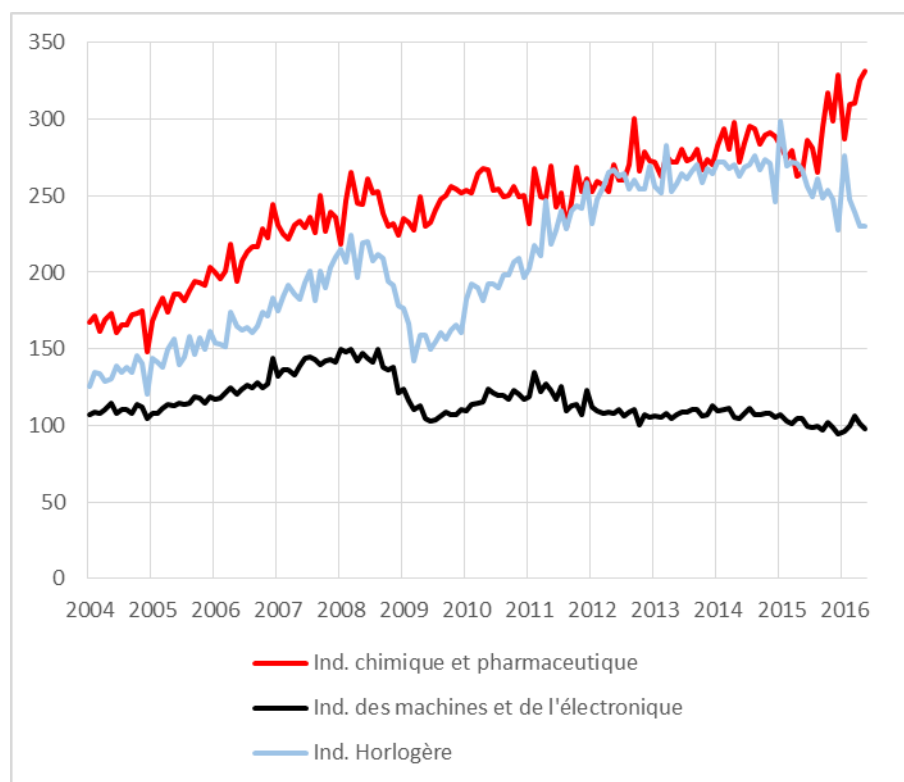
<i>Continent</i>	2015 Mio. CHF	Part en %	
		2006	2015
<i>Europe</i>	120'751	66.3	56.5
<i>Asie</i>	45'271	16.7	22.3
<i>Amérique</i>	36'108	14.5	18.4
- <i>Amérique du Nord</i>	29'172	11.8	15.2
- <i>Amérique latine</i>	6'564	2.5	3.1
<i>Afrique</i>	3'687	1.5	1.6
<i>Océanie</i>	2'525	1.0	1.2
Total	202'939	100	100

Source : AFD.

En mai 2016, et du point de vue des différents marchés d'exportation, comment les ventes ont-elles évolué ? Les exportations suisses de marchandises, corrigées par le nombre de jours ouvrables, progressaient avant tout vers l'Amérique du Nord (+42%), et surtout les Etats-Unis (+44%). Les exportations vers l'UE augmentaient de 5,5%. Elles croissaient de 31% vers la Belgique, de 19,5% vers le Royaume-Uni et, respectivement de 14% et 12% vers les Pays-Bas et l'Espagne. Les exportations vers l'Asie diminuaient cependant de 10%, recul à mettre en lien avec les mauvaises performances vers l'Arabie saoudite (-41%), le Japon (-32%) et Singapour (-22%). A l'inverse, elles augmentaient vers la Chine (+7%). Elles reculaient vers l'Amérique latine (-7%), en particulier en direction du Brésil (-21%). Notons enfin la croissance des exportations vers l'Afrique (+3%) et également vers l'Océanie (+1,6%).

Une analyse, en données désaisonnalisées, pour trois des plus « grands » secteurs exportateurs – la chimie, l'industrie des machines et de l'électronique, l'industrie horlogère – permet de mettre en évidence des situations et des trajectoires différenciées pour chacun d'eux. Ainsi, les exportations de l'industrie chimique et pharmaceutique – après s'être courtement orientées sur une pente descendante en particulier dans la deuxième moitié de l'année 2008 – sont reparties, non sans soubresauts, sur une trajectoire globalement haussière (Graphique 3.3). Dans la deuxième moitié de l'année 2015 et en ce début d'année 2016, celles-ci atteignent même des niveaux particulièrement élevés. Quant à l'industrie horlogère, et si la crise de 2008-2009 lui avait fait temporairement perdre son dynamisme, ses exportations se sont affichées depuis lors sur un trend clairement haussier pour dépasser dès 2011 les plus hauts niveaux atteints avant-crise. Si, depuis 2012, elles s'orientent sur un trend relativement stagnant, elles bondissent néanmoins à nouveau dans la deuxième moitié de l'année 2014 pour atteindre en décembre un niveau inégalé. Par la suite, et si elles se sont clairement orientées à la baisse, elles évoluent toujours à de très hauts niveaux en comparaison historique. Du côté de l'industrie des machines et de l'électronique, et suite à la crise, la tendance a été, dans un premier temps, haussière. Néanmoins, l'industrie des machines et de l'électronique n'est jamais parvenue à retrouver les niveaux d'exportation obtenus avant-crise. Depuis lors, la tendance est clairement à la baisse.

Graphique 2.2.2 : Exportations, valeurs nominales mensuelles, indice chaîne (1997= 100), de janvier 2004 à mai 2016, séries désaisonnalisées



Source : AFD.

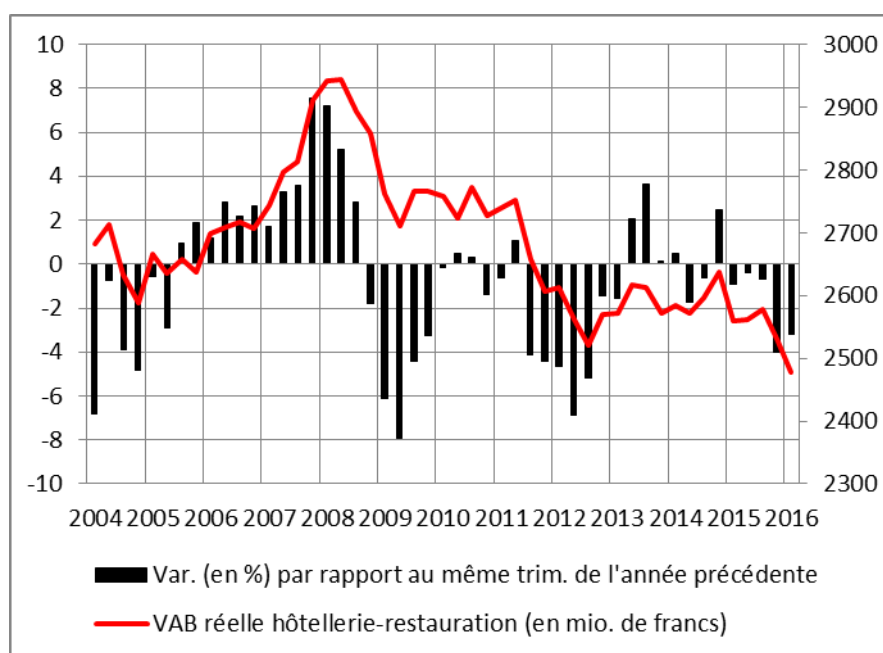
Quelles sont les perspectives pour les différentes branches exportatrices ? Pour les branches traditionnelles, à l'instar de l'industrie MEM, de la métallurgie ou encore celle du papier et des arts graphiques, les temps à venir resteront difficiles. Ces branches sont sensibles aux variations du taux de change et un franc très fort ne pourra que peser sur leurs exportations. D'autres branches, à l'instar de la pharma ou de l'industrie horlogère, sont nettement moins sensibles aux variations du franc – le prix jouant un rôle moins déterminant pour ces dernières. À cet égard, l'industrie chimico-pharmaceutique, dans sa composante « pharma », n'est pas excessivement pénalisée par la force du franc. L'industrie pharmaceutique fait, en effet, face à une demande relativement peu sensible. Ses revenus proviennent en grande partie des dépenses de santé et celles-ci sont difficilement compressibles. Sur le moyen-long terme, le risque est, par contre, de voir les grands groupes pharmaceutiques délocaliser les activités dans tous les domaines où le site suisse n'ajoute pas un avantage compétitif d'importance. Les sous-traitants helvétiques du domaine pourraient également connaître des difficultés: les grands groupes pharmaceutiques pouvant faire le choix de s'approvisionner à bon compte auprès de sous-traitants étrangers devenus moins chers. Il est clair, par contre, que la force du franc pèse plus directement sur l'industrie chimique traditionnelle et ses exportations. Quant à l'industrie horlogère, qui a retrouvé sa superbe dans l'après-crise pour réaliser record après record au niveau de ses exportations au cours des années qui ont suivi, voit aujourd'hui sa croissance stoppée et ses exportations s'afficher en repli mois après mois. Rappelons néanmoins que cette dernière évolue dans des produits haut, voire très haut-de-gamme – dans le hors prix – et que la force du franc n'est pas un handicap majeur pour une telle industrie. Elle bénéficie également d'une relativement bonne diversification internationale. De plus, et comme constaté au Graphique 2.2.2, les exportations horlogères même en recul évoluent toujours à des niveaux particulièrement élevés en comparaison historique, encore bien supérieurs aux « sommets » atteints avant-crise. Ces reculs s'expliquent avant tout par des ventes en forte baisse à Hong Kong, par le ralentissement conjoncturel en Chine mais aussi par les incertitudes liées aux attentats de

Paris et Bruxelles. Des touristes – et pour partie venant de Chine – moins nombreux expliquent pour beaucoup les moindres performances de l'industrie horlogère helvétique. Elle devrait néanmoins continuer à exporter à des hauts niveaux, même si ceux-ci ne seront peut-être plus ceux atteints à fin 2014. Il est également clair que de nouvelles incertitudes en Europe, par exemple lié au Brexit et pouvant impliquer un ralentissement économique en Europe, voire une nouvelle appréciation du franc, ne pourraient que peser sur l'industrie horlogère mais aussi sur une grande partie de l'industrie d'exportation helvétique.

2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration

Après une période de croissance, de début 2005 à début 2008, l'hôtellerie-restauration est rattrapée par la crise. Sa valeur ajoutée s'affiche en baisse pendant une année. Si elle repart ensuite à la hausse, elle s'oriente à nouveau clairement à la baisse dans la deuxième moitié de 2011 et ce, alors que la branche n'avait pas encore retrouvé – même loin de là ! – les niveaux atteints juste avant-crise (Graphique 2.3.1). Observons qu'entre mi-2012 et fin 2014, la situation semblait s'être stabilisée et montrait même de sérieux signes d'amélioration. Or, dans un contexte plus difficile, marqué par l'abandon du taux plancher par la Banque nationale et l'appréciation conséquente du franc suisse, la valeur ajoutée dans l'hôtellerie-restauration s'orientait à nouveau à la baisse... Elle s'affichait toujours en recul, au premier trimestre 2016, tant par rapport au trimestre qui précédait (-2,1%) que par rapport au niveau atteint une année auparavant (-3,2%).

Graphique 2.3.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, hôtellerie-restauration, du 1^{er} trim. 2004 au 1^{er} trim. 2016, série désaisonnalisée



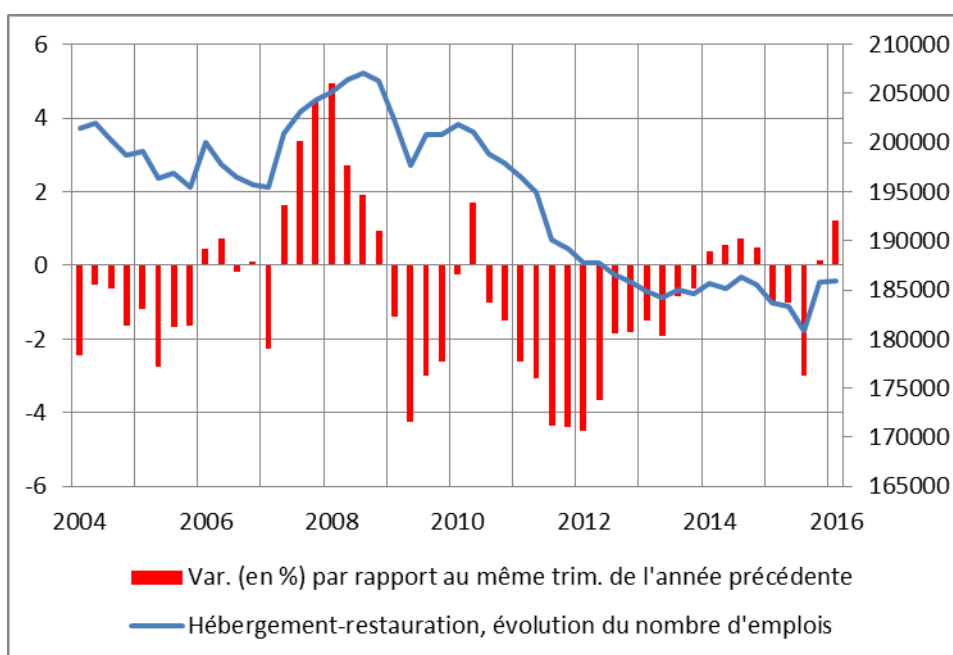
Source : SECO.

Quant à l'évolution de l'emploi dans la branche de l'hébergement-restauration, il a surtout été haussier de début 2007, et ce jusqu'au troisième trimestre 2008 (Graphique 2.3.2). À l'instar de la valeur ajoutée, l'emploi s'oriente à la baisse suite à la crise. Il repart à la hausse pendant une petite année. Néanmoins, et depuis le deuxième trimestre 2010, il est à nouveau clairement orienté à la baisse. Dès mi-2013, la situation montrait de très légers signes d'amélioration. A fin 2014, l'emploi repart néanmoins encore une fois à la baisse.

Ainsi, après avoir occupé 207'000 personnes (en données désaisonnalisées et en équivalents plein temps) au troisième trimestre 2008, l'hôtellerie-restauration touche un point bas pour la période

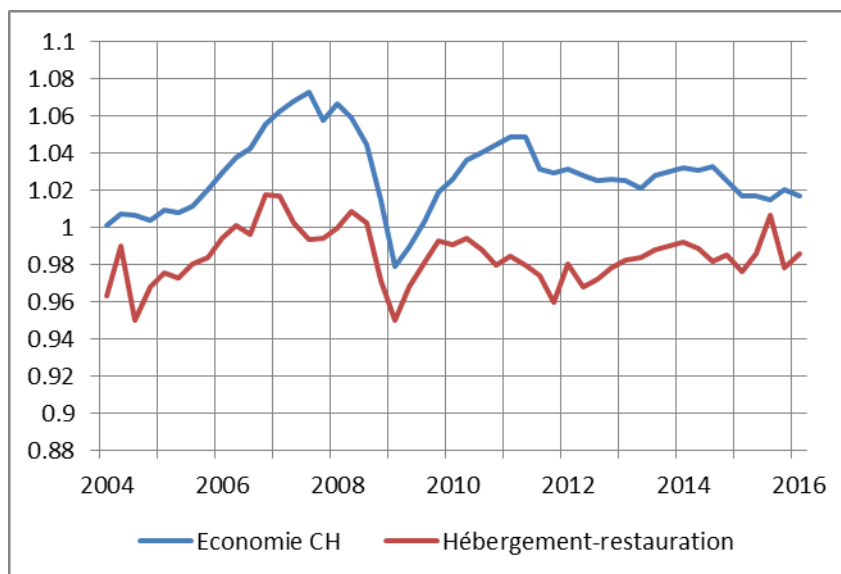
sous-analyse en occupant un peu moins de 180'800 personnes au troisième trimestre 2015. L'emploi repart néanmoins à la hausse au quatrième trimestre 2015 et se maintient au premier semestre 2016 par rapport au trimestre précédent (+0,1%) pour, au final, approcher les 186'000 unités. Il se situe à un niveau très légèrement supérieur à celui atteint une année auparavant (+1,2%). Que nous dit l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS pour la branche de l'hébergement-restauration ? Celui-ci n'a été qu'à quelques reprises supérieur à 1 (ce qui indique une potentielle augmentation de l'emploi au trimestre suivant) : entre fin 2006 et début 2007 ainsi qu'à mi-2008 (Graphique 2.3.3). Observons que l'indicateur se montre assez stable – à un niveau inférieur à 1 – de fin 2009 à début 2015. Il connaît une petite hausse au troisième trimestre 2015 et passe en-dessus de la limite de 1 mais pour à nouveau retomber en-dessous de celle-ci sur la période récente...

Graphique 2.3.2 : Évolution de l'emploi (EPT), hébergement-restauration, du 1^{er} trim. 2004 au 1^{er} trim. 2016, séries désaisonnalisées



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

Graphique 2.3.3 : Indicateurs des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS, 1^{er} trimestre 2004 au 1^{er} trimestre 2016, série désaisonnalisée



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

Si la situation semblait quelque peu stabilisée dans la branche de l'hôtellerie-restauration en 2014 et montrait même certains signes d'amélioration, la valeur ajoutée de la branche s'est à nouveau orientée à la baisse par la suite. Un franc suisse trop fort ne peut que décourager les visiteurs européens à passer leurs vacances en Suisse. A ce jeu, ce sont surtout les régions touristiques de villégiature qui souffrent, plus particulièrement encore si les conditions météorologiques ne sont pas optimales. Les régions urbaines où le tourisme d'affaires est plus prédominant s'en sortent généralement mieux. Quant à la population résidente en Suisse, la force du franc ne peut qu'encourager celle-ci à opter pour des vacances à l'étranger... En bref, les temps à venir resteront difficiles pour la branche touristique suisse.

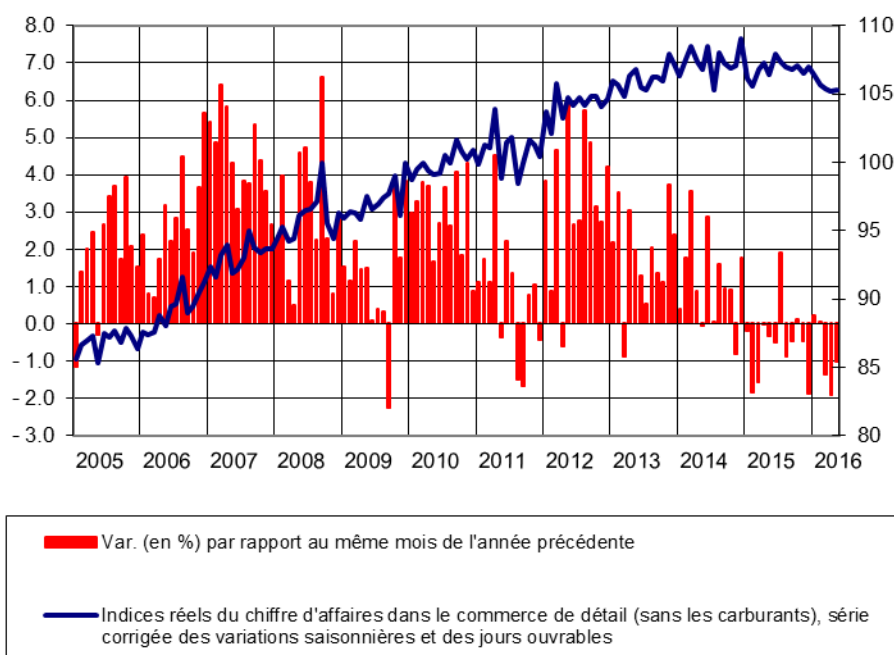
3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur

Sur le front de la demande intérieure, la branche du commerce de détail souffre d'un franc trop fort et du tourisme d'achat à l'étranger qui en découle. Dans la construction, et après avoir connu un certain tassement dans la deuxième moitié de l'année 2014 et jusqu'à fin 2015, les affaires semblent en reprise, en particulier dans le secteur principal de la construction.

3.1. Le commerce de détail

L'analyse d'une série corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables du chiffre d'affaires du commerce de détail (hors carburants) nous montre un indice réel tendanciellement haussier depuis 2005 et jusqu'à fin 2014 (Graphique 3.1.1). Un sommet absolu est d'ailleurs atteint en décembre 2014. Depuis lors, l'indice réel affiche une tendance globalement baissière – évolution que l'on peut expliquer, en grande partie, par la vague de tourisme d'achat à l'étranger (y compris en ligne) suite à l'abandon du taux plancher par la Banque nationale suisse et la très forte appréciation du franc qui en découla.

Graphique 3.1.1 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce de détail, indices réels, série désaisonnalisée et corrigée des jours ouvrables, de janvier 2005 à mai 2016



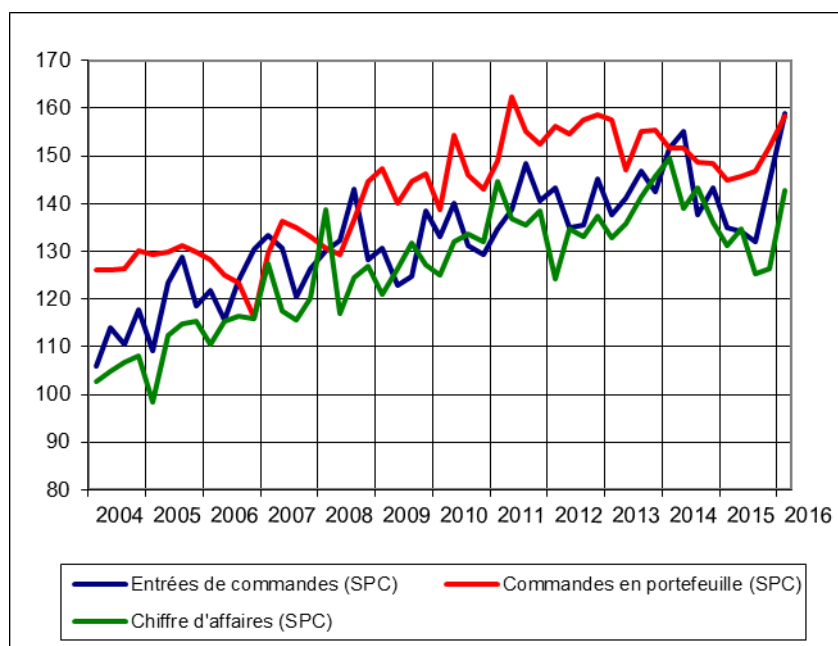
Source: OFS.

Depuis 2011, les activités dans le commerce de détail ont souffert de l'érosion des prix et d'un tourisme d'achat à l'étranger, les mêmes maux devraient continuer à se faire sentir dans la période à venir. Avec l'abandon du taux plancher par la Banque nationale, le tourisme d'achat – déjà à des niveaux élevés – a à nouveau pris l'ascenseur en 2015. Le chiffre d'affaires nominal a ainsi fortement reculé en 2015. Son pendant réel a également reculé mais dans une nettement moindre amplitude. Un solde migratoire qui restera positif en 2016 continuera néanmoins à soutenir, dans une certaine mesure, la marche des affaires dans le commerce de détail. L'évolution du cours du franc dans les périodes à venir continuera à jouer un rôle décisif. Observons de plus que si, à moyen terme, certains secteurs importants du pays (industrie d'exportation, tourisme) devaient être mis en difficulté par la force du franc et qu'un chômage conséquent devait en découler, la dynamique du marché intérieur (et donc du secteur du commerce de détail) ne pourrait que s'en trouver également affectée.

3.2. Le secteur de la construction

Après avoir connu un certain tassement dans la deuxième moitié de l'année 2014 et jusqu'à fin 2015, les affaires dans le secteur principal de la construction (SPC) semblent reprendre du poil de la bête. Une analyse en données désaisonnalisées du chiffre d'affaires et des commandes dans le SPC montre que la tendance avait été globalement haussière entre 2004 et la première moitié de l'année 2014, du moins pour l'indice lié au chiffre d'affaire et pour celui lié aux entrées de commandes (Graphique 3.2.1). L'indice lié aux commandes en portefeuilles avait déjà atteint un sommet absolu au deuxième trimestre 2011 pour connaître une phase de stagnation, voire de relative décroissance par la suite. Or, et bonne nouvelle, les trois indices précédemment mentionnés montrent à nouveau une tendance haussière dès fin 2015. Ce regain à la hausse des indices peut potentiellement indiquer que le secteur principal de la construction entre dans une phase de consolidation. Quant est-il de l'emploi dans la construction ?

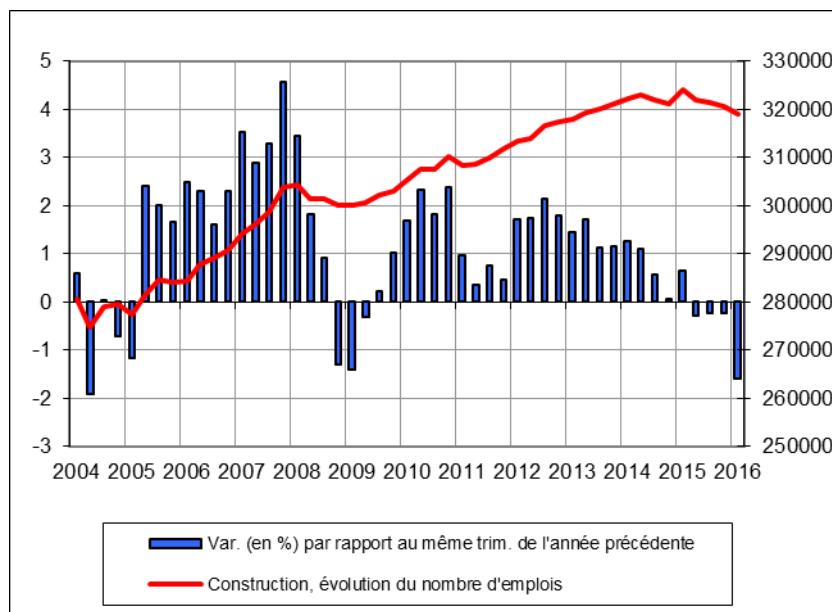
Graphique 3.2.1 : Évolution du chiffre d'affaires, des entrées et des commandes en portefeuille pour le secteur principal de la construction (SPC), du 1^{er} trim. 2004 au 1^{er} trim. 2016, séries désaisonnalisées (T1 1996 = 100)



Source : SSE/SBV.

Du point de vue de l'emploi (en équivalents plein temps) – et cette fois pour l'ensemble du secteur de la construction – la tendance est à la hausse depuis début 2009, et ce après la légère stagnation/décroissance qui fit suite à la crise (Tableau 3.2.2). Si un sommet pour l'ensemble de la période sous analyse semblait avoir été atteint lors du premier trimestre 2008, il a été dépassé dès le premier trimestre 2010 ! A cette dernière date, et en données désaisonnalisées, on passe ainsi pour la première fois la barre des 305'000 emplois. Un nouveau sommet absolu est atteint au premier trimestre 2015, avec un peu plus de 324'000 emplois. Depuis lors, l'emploi est en légère décroissance. Au premier trimestre 2016, il s'affiche un léger recul tant par rapport au niveau atteint une année auparavant (-1,6%) que par rapport au trimestre précédent (-0,5%). A cette dernière date, il dépasse légèrement les 319'000 unités.

Graphique 3.2.2 : Construction, évolution des emplois (en équivalents plein temps), série désaisonnalisée



Source : OFS.

Si le secteur de la construction en Suisse pris dans son ensemble a clairement présenté des signes d'essoufflement dès la deuxième moitié de 2014, tout en maintenant néanmoins son activité à un relativement haut niveau en comparaison historique, nous avons vu que les indicateurs liés aux commandes et au chiffre d'affaire dans le secteur principal de la construction montrent une certaine reprise sur la période très récente. L'emploi pour l'ensemble du secteur de la construction, après avoir plafonné en 2014 et être reparti à la hausse début 2015 – pour atteindre un nouveau sommet – a plutôt affiché une légère décroissance tout au long de l'année 2015 et jusqu'à début 2016. Si l'indice de la construction réalisé conjointement par la SSE et le Crédit Suisse s'était orienté à la baisse au cours de l'année 2014 et pour une grande partie de l'année 2015, celui-ci retrouvait une orientation haussière dès fin 2015, et ce jusqu'au deuxième trimestre 2016. Une très bonne conjoncture dans le génie civil et une demande dans la construction de logements en croissance expliquent l'excellente performance du deuxième trimestre 2016, et ce malgré une construction industrielle et commerciale toujours en recul. Pour les mois prochains mois, les mêmes experts s'attendent cependant à ce que l'indice se réoriente à nouveau légèrement à la baisse. Observons qu'au niveau de la construction de logements, l'environnement est toujours très favorable avec des taux d'intérêt très bas et une population toujours en croissance, et ce même si cette dernière ne sera très certainement pas aussi forte en 2016 que les années précédentes. Si l'on ajoute que les besoins en habitations de la population résidente existent toujours, en particulier dans les grandes agglomérations, le potentiel à construire en Suisse reste présent. En bref, et sans événements majeurs, le secteur de la construction pourrait se stabiliser à un relativement haut niveau en comparaison historique, même s'il ne retrouvera pas les niveaux record atteints en 2014.